

Les vautours du gouvernement s'attaquent à l'Université, au savoir et à notre langue !

écrit par Christine Tasin | 5 février 2013



L'avant-projet de [loi Fioraso](#) sur l'Enseignement supérieur et la Recherche est une pierre de plus offerte aux fossoyeurs de la République par ce gouvernement qui veut à tout prix nous imposer une autre civilisation.

Si on résume de façon lapidaire les nouveautés :

- Possibilité d'enseigner en langue étrangère. Exit le Français comme langue d'enseignement et, à terme, forcément, comme langue de communication à l'Université.
- Place à la démocratie « participative » (sic !)
- Main-mise de l'Etat sur la soi-disant autonomie des Universités puisque le Recteur (nommé par le Président de la République) va nommer des « personnalités extérieures » à l'Université qui vont participer à l'élection du Président de l'Université. D'ailleurs le Conseil d'administration n'adoptera plus les règles relatives aux examens, cela devient une compétence du Conseil académique...
- Le mandat du Président d'Université, de 4 ans actuellement,

est allongé de 5 ans ! Tous les pouvoirs pendant 9 ans, quoi qu'on fasse...

– Priorité au « tout-numérique », nouvelle mode dont on connaît les limites, surtout quand elles se font au détriment des connaissances pointues qu'on est censés acquérir à l'Université.

– L'Université ne sera plus un endroit où on engrangera des connaissances mais où on participera à la croissance et à la compétitivité économique. Et la recherche publique, financée par l'Etat, aura obligation de transférer ses résultats vers l'industrie privée.

On lira, en complément, ci-dessous, un excellent article d'Albert Salon, qui fait partie de toute une campagne associative et politique en faveur du maintien des dispositions de la loi Toubon, et a été publié, sous des formes et formulations différentes, dans des médias de diverses orientations politiques.

Compte tenu de la gravité de l'atteinte portée à la place de la langue française dans l'enseignement supérieur et la recherche et, au-delà, à son statut même en France et dans les pays francophones *Résistance républicaine*, qui s'associe pleinement à cette campagne salutaire, qui devrait être consensuelle, reproduit ici, avec l'autorisation de l'auteur, ce qu'il a confié à l'un des sites auxquels il a accès.

Enseigner en anglais dans l'université, c'est priver le français de son droit de cité, par Albert Salon

Une forte demande de France et de langue française existe toujours dans le monde, voire se développe dans certains endroits, où l'on sent un besoin de respirer un air plus libre et plus humain que celui qui est empesté par la domination exclusive de l'argent-roi ou par le néo-fascisme des fanatiques.

Mais nos élites françaises n'en sont pas impressionnées. Leurs esprits restent formatés et englués dans la vassalisation à l'égard de l'empire anglo-saxon-germain, dont ils ne veulent pas voir le déclin, avant l'effondrement à terme peut-être encore éloigné, mais inéluctable.

Beaucoup appartiennent à un ou plusieurs des hauts lieux de l'oligarchie mondialiste vouée au maintien convulsif et crispé de l'hégémonie de cet empire : « Trilatérale », « Bilderberg », « French-American Foundation », « Club Le siècle », et ébrouée dans les délices de Davos.

Le travail mené chez nous et en Europe, depuis des décennies, par ces organismes discrets et protégés – travail de sape acharné, de moins en moins discret – de tous ces puissants voués à la destruction de **nos nations continentales européennes non germaniques**, produit aujourd'hui ses effets.

Toutes les associations de défense et de promotion de la langue française* savent depuis des années que l'empire anglo-saxon-germain et l'oligarchie mondialiste veulent effacer ce que notre civilisation française en France – et francophone un peu partout dans le monde – représente encore, dans tant de domaines politiques, économiques, culturels, et proprement linguistiques, comme obstacles à leur hégémonie. Ils savent que « déconstruire » la France c'est d'abord abaisser et détricoter notre langue, composante essentielle de la personnalité nationale, et lien de la Francophonie organisée.

Dans ce domaine comme dans d'autres, la finance impériale mondialiste est très brillamment soutenue en France par nos « collabos de la pub et du fric », selon Michel Serres qui les dénonce avec vigueur. Jusqu'à des dirigeants dans les « partis de gouvernement » conspirent pour nous faire passer à l'anglo-américain.

Le linguiste Claude Hagège, du Collège de France, proclame que, face à l'empire, « nous sommes en guerre ! ». Il

stigmatise ces « amis-ennemis » dans *Contre la pensée unique* (Odile Jacob, Paris 2012). Jean-Pierre Chevènement les cloue au pilori. Un ancien ministre des affaires étrangères d'un gouvernement socialiste soutient notre résistance.

Car, dès 1994, les mondialistes – gauche, droite, centre – ont réussi à édulcorer la « loi Toubon » du 4/8/1994. Ce qui en a subsisté restait condamnable à leurs yeux.

Dans le domaine particulièrement stratégique de l'enseignement supérieur et de la recherche, ils ne sont pas parvenus à faire abroger les dispositions pertinentes de cette loi, votée à une très large majorité dans le sillage de l'alinéa introduit en 1992 dans notre Constitution : « **La langue de la République est le français** » .

Mais ils viennent de trouver un moyen, discret et apparemment légal, d'édenté la loi: par **une très large extension des exceptions** au principe du « français (...) langue de l'enseignement, des examens et des concours ».

Il est navrant de constater que leur moyen n'est rien moins qu'un texte législatif présenté par l'actuel gouvernement.

En effet, l'avant-projet de loi de Mme Fioraso, portant réforme de l'enseignement supérieur, contient cette large extension. S'il était voté, il abrogerait en fait la loi Toubon.

Laisser filer notre enseignement supérieur à l'anglais, après avoir laissé filer les brevets européens sous le gouvernement précédent, serait opérer le principal basculement de la France dans la sphère impériale mondialiste, et abandonner ce qui fait sa personnalité, la force de la République, l'unité de la Nation, son rayonnement extérieur et la construction mondiale de la Francophonie.

Faire voter ce texte, qui donnerait au monde pour le français, la France et la Francophonie, un signal très clair de

basculement de l'être vers le non-être, serait une **redoutable forfaiture**.

Il est d'ailleurs piquant de constater que les mondialistes parviendraient ainsi – on les imagine ricanant sous cape – à ce que ce nouveau gouvernement, cette majorité – si hostile dans ses discours à la finance mondialiste – couronnât par une loi les efforts du gouvernement de M. Sarkozy, dont ils cherchent à se démarquer à tous prix dans tant d'autres domaines.

Ce gouvernement réaliserait les rêves américains des Valérie Pécresse, François Copé, Richard Descoings, Pierre Tapie, « lauréats » de la « Carpette anglaise », pour mieux inféoder la France à l'empire.

Une **question éminemment politique de « l'être ou ne pas être »** devient ainsi également une petite question politicarde propre à rider l'eau stagnante et nauséabonde du marécage...

Un referendum sur le français étant exclu sous ce régime, tant les réponses du peuple de France sont en général redoutées, il reste, pour une valorisation politique de la *vox populi*, la campagne lancée en commun par le *Forum pour la France* et par nos associations de promotion du français : « **Communes de France pour la langue française** » .

Notre campagne vise à rassembler assez de votes, par des conseils municipaux, de notre manifeste franco-qubécois pour le français pour **équivaloir**, avant les élections municipales de 2014, à un **referendum d'initiative populaire**.

Pour vous y associer activement auprès de maires proches de vous, reportez-vous aux sites d'ALF ou du FPF, ou demandez tous documents pertinents au siège d'*Avenir de la langue française* : 34 bis, rue de Picpus, 75012, tel 01 43 40 16 51.

Vous contribuerez ainsi à sauver l'honneur, et peut-être le pays !

Albert Salon, docteur d'Etat ès lettres, ancien ambassadeur, président d'*Avenir de la langue française*, vice-président de *Droit de Comprendre*.

*Elles agissent ensemble. Les actions de 2012 ont réuni jusqu'à **40** associations françaises et québécoises.

A Paris, le 1^{er} février 2012.